

# REVENDEICATIONS 2020



## PRÉAMBULE

Le présent document regroupe de courts « plaidoyers » pour chacune des revendications de la Marche mondiale des femmes 2020. Il a été réalisé par le comité de coordination de la MMF et s'adresse principalement à ses porte-parole régionales et nationales.

Les cinq revendications sont traversées d'un fil commun : celui de la volonté d'en finir avec le patriarcat et le capitalisme qui sont à l'origine d'inégalités diverses entre les femmes et les hommes. À ces deux systèmes d'oppression s'imbriquent d'autres systèmes qui complexifient les réalités vécues par les femmes. Les systèmes doivent donc être combattus simultanément.

Des éléments de contexte et d'histoire ainsi que des statistiques (à l'échelle internationale et à celle du Québec) permettent de mieux cerner les enjeux de chacune des revendications. L'objectif de ce document est de solidifier les plaidoyers des porte-parole, lesquelles ne sont pas – et n'ont pas à être! – des spécialistes de l'ensemble des enjeux soulevés par les revendications. Ces outils se veulent brefs et n'ont pas la prétention de « faire le tour » des questions soulevées.



## LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DES FEMMES ET DES FAMILLES

Reconnaître pleinement la valeur du travail des femmes en assurant un revenu qui couvre tous les besoins essentiels, notamment, en haussant immédiatement le salaire minimum à 15\$ de l'heure.

Pourquoi devons-nous encore marcher pour contrer la pauvreté des femmes et des familles?

Depuis déjà plus de 20 ans, la CQMMF se mobilise de diverses façons afin de contrer la pauvreté des femmes et des familles. Est-ce toujours pertinent? Est-ce encore un réel problème dans la société d'aujourd'hui?

Nous n'avons aucune garantie d'obtenir justice sinon la ferme conviction qu'il est essentiel que notre société reconnaisse les discriminations causées par les inégalités économiques. La pauvreté des femmes est systémique. Les effets de la pauvreté se font d'ailleurs sentir de façon plus aigüe selon les caractéristiques d'origine, d'âge, de statut matrimonial, de classe, etc. D'ailleurs, le quotidien de trop nombreuses femmes est fort éloquent à cet égard.

La société patriarcale a cantonné les femmes à des rôles de reproduction avec des attentes bien différentes selon le sexe. Cette socialisation différente a un effet sur les revenus des femmes et leur place dans la société. De plus, la valeur du travail des femmes réfère presque uniquement au travail salarié sans prendre en compte les tâches domestiques et les responsabilités familiales qu'elles assument, tout le travail invisible. Il faut prendre en compte cette contribution non reconnue quoiqu'essentielle à toute la société.

La lutte à la pauvreté n'est pas une question de charité mais une question de droits des femmes et de droits humains. D'ailleurs, l'atteinte de l'autonomie économique demeure pour chaque femme une clé essentielle d'émancipation et de liberté.



# Quelques chiffres

## À l'international :

- ♀ « Les 26 plus riches détiennent autant d'argent que la moitié de l'humanité; »<sup>1</sup>
- ♀ « 2,153 milliardaires du monde se partagent plus de richesses que 4,6 milliards de personnes, soit 60% de la population de la planète; »<sup>2</sup>
- ♀ « les 22 hommes les plus fortunés au monde possèdent plus que l'ensemble de la population féminine d'Afrique »<sup>3</sup>
- ♀ « Les femmes et les filles sont largement laissées de côté par le système économique actuel. Les milliards d'heures qu'elles consacrent à s'occuper des enfants et de l'accompagnement de leurs proches âgés sont un moteur caché de l'économie. Ces activités de soin privent par ailleurs souvent les femmes du temps qui leur serait nécessaire pour s'instruire, gagner un salaire décent ou participer à la gestion de la société et les maintiennent en bas de l'échelle économique »<sup>4</sup>

## Au Québec :

- ♀ « Les inégalités de revenus de travail entre les femmes et les hommes persistent. En 2017, pour chaque dollar gagné par un homme, une femme gagne 0,80\$. Cet écart diminue très lentement. Si la tendance des dix dernières années se maintient, la parité sera atteinte dans environ 40 ans »<sup>5</sup>
- ♀ « En 2017, si on exclut les étudiant-e-s, chez les personnes gagnant moins de 15 \$ l'heure, les femmes travaillent en moyenne 32,3 heures par semaine contre 35,3 heures pour les hommes. Si les femmes travaillent en moyenne moins d'heures par semaine que les hommes, c'est souvent parce que c'est encore à elles qu'incombe la majeure partie du travail domestique non rémunéré, y compris le soin des enfants et des parents âgés »<sup>6</sup>
- ♀ « En 2017, il y avait en moyenne 770 000 personnes qui gagnaient moins de 15 \$ l'heure au Québec. Sur la population du Québec, 13% des hommes et près de 20 % des femmes gagnaient moins de 15\$ l'heure. De l'ensemble des personnes gagnant moins de 15 \$ l'heure, un peu moins de 6 sur 10 étaient des femmes. »<sup>7</sup>
- ♀ À compter du 1er mai 2020, hausse du salaire minimum à 13,10\$ l'heure ce qui malgré une hausse de 0,60\$, ne permet pas d'avoir accès à des conditions de vie décentes.

1 Agence France Presse, samedi le 19 janvier 2019.

2 Oxfam, Le pouvoir citoyen contre la pauvreté, Montréal, le 19 janvier 2020.

3 Oxfam Québec, Celles qui comptent, 19 janvier 2020.

4 Denise BYRNES, directrice générale Oxfam Québec. Celles qui comptent, 19 janvier 2020.

5 Campagne 5-10-15, 2017

6 Campagne 5-10-15, 2017

7 Campagne 5-10-15, 2017



## LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Reconnaitre toutes les formes de violences faites aux femmes, les dénoncer, et contribuer à leur élimination, notamment en déployant une campagne nationale de sensibilisation en partenariat avec les organismes d'action communautaire autonome offrant des services spécifiques aux femmes et en rehaussant le financement à la mission globale de ces derniers.

Depuis la première Marche mondiale de 2000, les femmes n'ont cessé de revendiquer la fin des violences de toutes sortes à leur endroit. La violence, qu'elle soit physique, psychologique, économique, institutionnelle, verbale, sociale, obstétricale ou gynécologique et sexuelle, continue de toucher davantage les femmes dans notre société patriarcale. Elle est d'autant plus criante quand deux systèmes d'oppression se croisent, que ce soit le racisme, l'homophobie, le capacitisme ou l'âgisme.

La société patriarcale et la socialisation des filles et des femmes, ont cantonné celles-ci dans des rôles traditionnels de soumission et de soins aux autres, souvent au détriment de leur propre bien-être. Et lorsque les femmes s'affranchissent de ces rôles traditionnels, et revendiquent un meilleur salaire, l'accès au pouvoir, une reconnaissance juste et équitable pour leur contribution sociétale, elles font face à un ressac masculiniste, à une avalanche de commentaires haineux sur les réseaux sociaux ou dans les médias. Même l'endroit où elles devraient se sentir le plus en sécurité, leur foyer, est l'endroit où le plus de féminicides se produisent.

Une fois pour toutes, il faut dire NON à la violence sous toutes ces formes.



# Quelques chiffres

## À l'international :

- ♀ « Au moins 87 000 femmes ont été tuées de manière intentionnelle en 2017, dans les pays pauvres comme dans les pays riches, selon des chiffres de l'ONU»;<sup>1</sup>
- ♀ « Parmi les 87 000 victimes de 2017, 57 % (50 000) l'ont été « par leurs conjoints ou par des membres de leurs familles », selon l'ONUDC, soit une « légère augmentation » par rapport à 2012. »<sup>2</sup>
- ♀ « Dans le sillage de l'affaire Weinstein, en octobre 2017, l'actrice Alyssa Milano relance le hashtag #MeToo créé dix ans plus tôt par la militante féministe américaine Tarana Burke. »<sup>3</sup> a permis une vague de dénonciation sans précédent d'agression sexuelle.

## Au Québec et au Canada :

- ♀ « À tous les deux jours et demi en 2018, une fille ou une femme a été assassinée au Canada »<sup>4</sup> selon Observatoire canadien du féminicide.
- ♀ « ...l'année dernière (2018), 148 filles ou femmes ont été assassinées au Canada lors de 133 incidents (sic). Des accusations criminelles pour ces meurtres ont été portées contre 140 personnes; 90 % d'entre elles étaient des hommes. »<sup>5</sup>
- ♀ « Les femmes autochtones, qui constituent 5 % de la population, ont représenté 36 % du total de filles et femmes assassinées. »<sup>6</sup>
- ♀ « Au Québec, en 2015, les femmes composent la totalité ou presque des victimes d'homicides (72,7 %), d'enlèvements (100 %), de séquestration (97,0 %) et d'agressions sexuelles (97,4 %) commis par un conjoint ou un ex-conjoint. »<sup>7</sup>

<sup>1</sup> Journal de Montréal, 19 octobre 2020

<sup>2</sup> Idem

<sup>3</sup> [https://www.lexpress.fr/actualite/societe/le-mouvement-metoo\\_2038073.html](https://www.lexpress.fr/actualite/societe/le-mouvement-metoo_2038073.html)

<sup>4</sup> La Presse, 2019-30-01

<sup>5</sup> Idem

<sup>6</sup> Idem

<sup>7</sup> DUC MSP



## LA DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT, AGIR SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Dans la perspective d'une transition écologique porteuse de justice sociale, nous exigeons du gouvernement qu'il mette en place des mesures d'accès à l'eau potable ainsi qu'à une alimentation de qualité à un prix accessible en adoptant une agriculture de proximité intégrant des principes de l'agroécologie et d'économie circulaire.

Il y a péril en la demeure : le climat se dérègle à mesure que la Terre se réchauffe sous l'effet de notre système économique capitaliste, basé sur la surexploitation effrénée de la nature et des humains, au service de la croissance industrielle illimitée et d'une concentration sans précédent des richesses et du pouvoir. Réchauffement et dérèglements climatiques sont provoqués par l'accumulation de gaz à effets de serre dans l'atmosphère, ainsi que par la déforestation et l'assèchement des milieux humides sous l'effet de l'agriculture industrielle et de l'urbanisation. Ces facteurs ne causent pas que le dérèglement du climat : ils causent aussi la contamination à grande échelle et la perte massive des habitats, de sorte qu'au moins un million d'espèces sont en danger imminent d'extinction<sup>1</sup>. Autrement dit, les bases mêmes de la vie sur terre sont au bord de l'effondrement, et l'espèce humaine elle-même est menacée au même titre que les autres.

Il est urgent d'opérer un virage à 180 degrés, une transition écologique grâce à laquelle nous pourrions vivre en régénérant les écosystèmes dont nous dépendons, au lieu de les détruire. Pour cela, il faut éradiquer les causes structurelles de la situation actuelle : un système économique qui carbure aux inégalités sociales, dont de genre, tout autant qu'au pétrole! Patriarcat, colonialisme, spécisme et capitalisme fonctionnent ensemble de manière indissoluble et il n'y aura pas de transition écologique sans une élimination globale de tous les systèmes d'oppressions et d'inégalités. La crise climatique et d'extinction massive des espèces doit être abordée comme un problème social complexe dont l'enjeu central est la distribution inégale du pouvoir, et qui doit être compris à travers une analyse féministe intersectionnelle capable de rendre compte de cette complexité.<sup>2</sup> Celle-ci doit aussi tenir compte de notre relation avec la nature, et nous devons nous inspirer de l'approche globale promue par les femmes Autochtones, selon laquelle quand la terre souffre, les peuples souffrent aussi<sup>3</sup>.

Face aux dérèglements climatiques, l'injustice est double : les populations et groupes sociaux déjà opprimés, dont les femmes, qui contribuent le moins au problème, sont ceux qui en subissent le plus durement les conséquences. Cela se joue à l'échelle des régions du monde : les pays riches et industrialisés sont les principaux responsables, alors que les conséquences sont les plus dévastatrices pour les pays pauvres qui n'ont pas contribué au problème. De même, à l'intérieur des pays au Nord comme au Sud, les femmes et autres groupes sociaux marginalisés sont les plus vulnérables face aux risques. Les groupes privilégiés, qui sont à l'origine des problèmes, sont les mieux protégés.

<sup>1</sup> Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques, 2019 <https://ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr>

<sup>2</sup><https://www.aqoci.qc.ca/?pour-une-justice-climatique-feministe>

<sup>3</sup>[https://www.faq-qnw.org/wp-content/uploads/2019/06/CC\\_FR\\_report2019\\_June20.pdf](https://www.faq-qnw.org/wp-content/uploads/2019/06/CC_FR_report2019_June20.pdf)



Le système alimentaire global basé sur l'agriculture industrielle et sur la marchandisation capitaliste de l'alimentation est une des sources principales des crises climatiques et écologiques, en plus d'être au cœur des inégalités d'accès à l'eau et à la nourriture. Malgré son hégémonie actuelle, ce système est extrêmement vulnérable face aux chocs climatiques imminents. Nous devons de toute urgence nous réapproprier nos systèmes alimentaires et les reconstruire sur des bases locales, non patriarcales, démocratiques, justes et agroécologiques. Les femmes et féministes du Sud, qui sont depuis des décennies à l'avant-garde des mouvements pour l'agroécologie et la souveraineté alimentaire, ont pavé la voie qui doit maintenant être suivie à l'échelle du monde. Au Québec, les femmes et groupes de femmes ont aussi une grande expérience de création de pratiques collectives de solidarité et de partage autour de l'accès à l'alimentation et aux autres nécessités fondamentales. Dans la Marche mondiale des femmes et ailleurs, les expériences, les connaissances et les visions du monde holistiques et solidaires des femmes et féministes du Sud, du Nord et autochtones convergent et ouvrent les pistes de transformation dont le monde a un urgent besoin.

De plus, nous voulons soutenir la mise en œuvre d'une agroécologie basée sur les grands principes suivants : la réduction de l'utilisation d'intrants artificiels qui nuisent à l'environnement, la minimisation des quantités de substances toxiques ou polluants d'une activité biologique des sols et la maintenance d'une grande diversité d'espèces.

Pour contrer les effets nocifs du capitalisme sauvage, nous croyons qu'une économie circulaire doit être déployée en s'assurant d'une « cycle de développement positif continu qui préserve et développe le capital naturel, optimise le rendement des ressources et minimise les risques systémiques par la gestion des stocks et des flux de ressources »<sup>4</sup>

4 <https://ellenmacarthurfoundation.org> Économie circulaire principe;



# QUELQUES CHIFFRES

## À l'international :

- ♀ 70 % des personnes vivant dans une situation de pauvreté sont des femmes<sup>4</sup>
- ♀ La production alimentaire résulte pour 60 à 80% du travail des femmes dans les pays en voie de développement<sup>5</sup>
- ♀ « Sur la seule année 2016, il était recensé au moins 200 assassinats de défenseurs de l'environnement. Parmi ces assassinats, de nombreuses femmes<sup>6</sup>.»

## Au Québec :

- ♀ Quelque 420 000 Québécois et Québécoises vivent aujourd'hui dans un désert alimentaire<sup>7</sup>.
- ♀ Un tiers des membres des Premières Nations qui vivent dans les réserves utilisent des systèmes d'eau potable qui sont préjudiciables à leur santé<sup>8</sup>.
- ♀ Les deux tiers<sup>9</sup> des entreprises minières ont leur siège social au Canada.

4 <http://www.coalition-eau.org/actualite/droits-des-femmes-et-droits-a-l-eau-et-a-l-assainissement/>

5 ONU

6 <https://ffq.qc.ca/mots-cles/justice-climatique/>

7 <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1346011/deserts-alimentaires-quebec-carte-villes-regions-fruits-legumes-acces>

8 [https://www.faq-qnw.org/wp-content/uploads/2019/06/CC\\_FR\\_report2019\\_June20.pdf](https://www.faq-qnw.org/wp-content/uploads/2019/06/CC_FR_report2019_June20.pdf)

9 <https://www.ledevoir.com/non-classe/247622/le-canada-paradis-judiciaire-de-l-industrie-miniere>



## LES FEMMES ET LES FAMILLES MIGRANTES ET IMMIGRANTES

Puisque les femmes migrantes, immigrantes et racisées sont victimes de discrimination systémique, nous exigeons la mise en place de mesures adaptées pour lutter contre les discriminations sexistes et racistes. Ces mesures doivent tenir compte de la complexité des parcours d'intégration de ces femmes et leur garantir un accès aux services et aux droits, indépendamment de leur statut migratoire, et ce, avec une approche écosystémique.

Pour ce faire, nous demandons au gouvernement de reconnaître et de valoriser les expertises des groupes représentant les intérêts de ces dernières.

Le système économique a des besoins en main d'œuvre bien plus qu'il n'offre des possibilités aux femmes immigrantes les possibilités d'exercer le travail pour lequel elles sont qualifiées. Un constat qui engendre nombre de frustrations pour ces dernières. Un constat qui discrimine, basé sur le capitalisme, le patriarcat et le racisme. Le gouvernement contribue à enraciner ces discriminations systémiques en adoptant des lois, des programmes et des politiques basées uniquement sur la pénurie de main d'œuvre. Ainsi les femmes immigrantes se retrouvent majoritairement représentées dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services. Des lieux féminisés aux conditions salariales et de travail inadéquates.

L'isolement est une conséquence de ces systèmes qui affectent grandement les femmes. Qui plus est, les femmes migrantes en situation d'handicap, ont quant à elles parfois plusieurs difficultés liées à l'accessibilité des services

Le concept d'immigration tel que vu dans les instances gouvernementales est colonialiste. Dans un contexte d'augmentation de la violence raciste envers les personnes immigrantes et racisées, des changements systémiques doivent s'opérer immédiatement.

Les conditions de vie des femmes migrantes, immigrantes et racisées sont mises en péril. Il est du devoir des instances décisionnelles de veiller au respect des droits de toutes les femmes.

Des organismes précisent notre analyse en mentionnant que « (...) plusieurs facteurs importants renforcent la vulnérabilité des femmes arrivées au Québec et au Canada sous certains statuts d'immigration précaires. La précarité de ces statuts contribue à la violence subie par ces femmes dont plusieurs n'ont pas accès à l'ensemble des services en matière d'immigration, d'intégration, de francisation, de soins de santé et de services sociaux, de défense de droits, de services de garde et d'éducation pour leurs enfants. Parmi ces femmes, on retrouve les immigrantes parrainées, les travailleuses migrantes, les demandeuses d'asile, les réfugiées et les femmes sans statut. (...) Tous ces facteurs, renforcent la vulnérabilité des femmes arrivées sous ces statuts précaires, sans oublier les femmes sans statut ! Pour nous, toutes les femmes sans distinction, devraient bénéficier des mêmes droits ! Quand les gouvernements du Québec et du Canada, vont-ils supprimer ces discriminations systémiques qui entravent les droits à l'égalité de ces femmes ? »<sup>1</sup>

<sup>1</sup> <http://tcri.qc.ca/volets-tcri/femmes/publications-volet-femmes/274-en-2017,-les-droits-des-femmes-nées-à-l'étranger-sont-encore-bafoués-au-québec-et-au-canada>



# QUELQUES CHIFFRES

## À l'international :

- ♀ En 2017, les femmes représentaient un peu moins de la moitié (48.4%) du nombre total de personnes vivant dans un pays différent de celui de leur naissance.
- ♀ Les femmes représentent 50% ou plus du total des migrants internationaux dans trois régions : Australie et Nouvelle-Zélande, Europe et Amérique du Nord, et Amérique latine et Caraïbes<sup>2</sup>.

## Au Québec :

- ♀ Au Canada, les femmes racisées gagnent 59% du salaire d'un homme blanc quand une femme blanche gagne 67% des salaires d'un homme blanc<sup>3</sup>.
- ♀ À l'Assemblée nationale, 14 sièges sur les 125 disponibles sont occupés par des personnes racisées ou nées à l'étranger.
- ♀ Parmi les femmes immigrantes, 45,6 % sont surqualifiées<sup>4</sup>.

<sup>2</sup><https://www.unwomen.org//media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2019/poww-2019-fact-sheet-global-fr.pdf?la=fr&vs=0>

<sup>3</sup> <https://ffq.qc.ca/non-les-femmes-ne-gagnent-pas-85-du-salaire-des-hommes/>

<sup>4</sup>[https://ccfemme.files.wordpress.com/2019/09/ccf\\_femmes-immigrantes\\_rechercheaction\\_mai-2019.pdf](https://ccfemme.files.wordpress.com/2019/09/ccf_femmes-immigrantes_rechercheaction_mai-2019.pdf)



# FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC

## INTRODUCTION

Malgré la tenue de deux commissions d'enquête, malgré les discours engagés et les promesses provenant du gouvernement canadien et québécois, les violences et les agressions sexuelles vécues par les femmes et les jeunes filles des communautés des Premières nations sont malheureusement toujours d'actualité.

C'est pourquoi Femmes autochtones du Québec (FAQ) avec les membres de la Coordonation du Québec de la marche mondiale des femmes (CQMMF) ont convenu de marcher, ensemble, au cours de l'année 2020.

## NOUS EXIGEONS ET RÉCLAMONS :

- que la justice s'applique pour que les femmes et les jeunes filles autochtones obtiennent réparation et le respect de leurs droits ;
- que les forces policières cessent leur pratique de profilage racial et d'interpellation policière, les femmes autochtones ont 11 fois plus de risque de se faire interpeller que les femmes blanches ;
- la réparation pour la stérilisation forcée des femmes autochtones ;
- la mise en place de mesures concrètes pour sécuriser la vie et le quotidien des femmes autochtones.

## NOUS RECOMMANDONS :

- que les ressources humaines et financières soient attribuées aux organismes et communautés qui luttent pour sécuriser les milieux de vie ;
- qu'un encadrement et une formation spécifiques sur le respect des droits des femmes autochtones soient donnés aux corps policiers canadien et québécois ;
- que des mécanismes de réparation soient mis en place en collaboration avec les associations et groupes représentant les femmes et communautés autochtones ;
- qu'une campagne de sensibilisation auprès de la population québécoise pour déconstruire les préjugés et lutter contre le racisme envers la population autochtone.



## QUELQUES ÉLÉMENTS EN APPUI À LA REVENDICATION DE FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC (FAQ)

Au Québec, les 55 communautés autochtones sont réparties partout sur le territoire, avec une population de près de 190,000 personnes.<sup>1</sup> Elles sont divisées en 10 nations amérindiennes et une nation inuite.

L'organisation Femmes autochtones du Québec (FAQ) existe depuis 1974. Elle œuvre avec détermination pour éliminer les discriminations et le racisme vécus au quotidien par les femmes et les jeunes filles. FAQ veut combattre le colonialisme et le sexisme qui empoisonnent la vie des communautés autochtones.

Cette association a pour mission de : représenter et défendre les intérêts des femmes autochtones, de leur famille et de leur communauté à travers le Québec.<sup>2</sup>

FAQ toujours à l'avant-garde pour défendre les droits et la dignité des femmes autochtones. Année après année, FAQ a poursuivi sans relâche son implication pour faire connaître le vécu des femmes et des familles autochtones. Trop longtemps, la répression, les agressions, le sexisme, le racisme, la pauvreté et la misère ont caractérisé leurs conditions de vie.

Reprenons ici un extrait du Cahier de revendications de la MMF au Québec en 2010, propos toujours d'actualité :

« Les peuples autochtones sont parmi les communautés les plus vulnérables et les plus pauvres de la société, non pas seulement au Canada, mais partout dans le monde. Un racisme profondément enraciné, des lois discriminatoires et une longue histoire de marginalisation et de dépossession ont privé les peuples autochtones de leur propre choix de vie et dépouillé les communautés des terres et ressources sans lesquelles leur économie ne peut être viable ni leur mode de vie assuré. À cet égard, nous souhaitons rappeler le fait que les peuples autochtones au Canada sont toujours sous tutelle de la Loi sur les Indiens qui comporte encore aujourd'hui des clauses discriminatoires envers les femmes autochtones... »<sup>3</sup>

FAQ est très active pour organiser ou participer aux divers forums, conférences, manifestations, colloques, représentations politiques, démonstrations créatives, etc.

Ces implications permettent de faire connaître et de sensibiliser la population du Québec aux vécus difficiles trop longtemps ignorés, cachés ou balayés sous le tapis!

<sup>1</sup> 182,890 personnes selon le recensement de 2016

<sup>2</sup> Extrait du site [faq-qnw.org/a-propos/](http://faq-qnw.org/a-propos/)

<sup>3</sup> Extrait du Cahier des revendications de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes, janvier 2010, p.55



Pensons aux documents et mémoires présentés à l'occasion de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, à la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec : écoute, réconciliation et progrès, communément appelée Commission Viens, au Forum international sur les Femmes en résistance face à l'extractivisme, sur les changements climatiques et les conséquences sur la vie des femmes, sur les discriminations et les dispositions de la Loi sur les Indiens, sur la nécessité de mettre sur pied un Tribunal spécialisé en agressions sexuelles au Québec, etc.

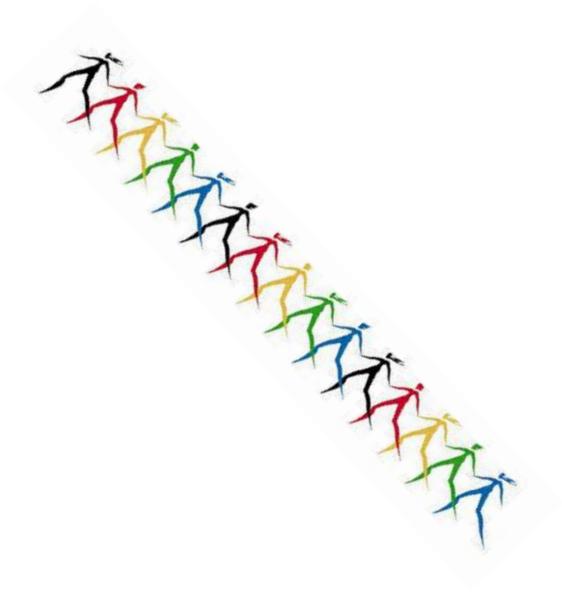
En plus, FAQ fournit des outils concrets et pratiques pour faire changer les mentalités et pour donner espoir aux communautés autochtones (Un guide des ressources en violence familiale à l'intention des Premières Nations du Québec, Des services d'aide en violence conjugale, le déploiement d'un réseau des maisons d'hébergement pour les femmes autochtones, etc.).

### **FAQ une participation importante à la Marche mondiale des femmes au Québec**

Depuis le début des activités de la MMF, il y a déjà 20 ans, FAQ est présente et très active pour représenter les intérêts des femmes autochtones, et ce, dans toutes les régions du Québec.

D'ailleurs, les représentantes des coalitions et tables régionales des groupes des femmes, présentes 17 régions, sont en lien avec les diverses communautés autochtones pour organiser, en toute sororité, des actions et mobilisations en appui aux revendications de la Marche mondiale des femmes au Québec.





Les principaux faits marquants  
de la Marche mondiale des femmes au Québec  
en 2000, 2005, 2010, 2015



## 2000 : La première Marche

C'est une première : au sortir de la marche Du pain et des roses en 1995, il faut relever le défi d'organiser toutes les actions de la MMF au Québec, et ce, tout en mettant au monde une marche internationale!

Le travail de préparation des actions s'est déroulé sur plus de deux ans. Il a fallu convenir des revendications (20 revendications), de la structure décisionnelle propre à la MMF volet international et à la MMF du Québec, des défis financiers, de la représentation de toutes les composantes du mouvement des femmes, etc.

### Les revendications

C'est sous 4 thèmes que sont inscrites les revendications de la Marche de 2000.

#### *1 : Instaurons des programmes afin d'éliminer la pauvreté et la violence faite aux femmes*

#### Nous demandons :

- ♀ une grande campagne d'éducation et de sensibilisation sur 10 ans, réalisée par les groupes féministes et financée par l'État, pour éliminer la violence faite aux femmes :
- ♀ l'accès, gratuit et sans délai, pour toutes les femmes victimes de violence, à des ressources offrant de l'aide et des activités de prévention, de sensibilisation et de défense des droits;
- ♀ un meilleur soutien financier des maisons d'hébergement en milieu autochtone pour les femmes victimes de violence;
- ♀ l'accès à un financement de fonctionnement pour les groupes de femmes des communautés culturelles et des minorités visibles afin de répondre à leurs besoins et de favoriser leur participation à la société québécoise;
- ♀ un meilleur accès aux études pour toutes les femmes et particulièrement pour les responsables de famille monoparentale et les femmes «sans chèque»;
- ♀ l'accès universel pour les néo-Québécoises à des cours de français accompagnés d'allocations décentes et l'accès à des services de garde, sans aucune exclusion basée sur le statut d'immigration ou sur les années de résidence au Québec;
- ♀ la mise sur pied d'un grand chantier de logement social, soit 8000 HLM, coopératives et OSBL d'habitation par année.



## *2 : Redistribuons la richesse afin d'améliorer les conditions de vie des femmes*

### **Nous demandons :**

- ♀ une grande campagne d'éducation et de sensibilisation sur 10 ans, réalisée par les l'imposition fiscale progressive des entreprises et des individu-e-s en tenant compte des principes de justice, d'équité et de redistribution de la richesse;
- ♀ un régime universel d'allocations familiales et une allocation supplémentaire pour les familles pauvres en fonction des besoins réels des enfants;
- ♀ un barème plancher à l'aide sociale en dessous duquel aucune ponction, coupure, saisie ou pénalité ne puisse être faite. Le montant du plancher doit être établi de façon à couvrir les besoins essentiels (au minimum: logement, chauffage, électricité, nourriture, médicaments, habillement);
- ♀ l'augmentation du salaire minimum pour permettre à une personne travaillant 40 heures par semaine d'avoir un salaire annuel se situant au-dessus du seuil de pauvreté établi pour une personne seule;
- ♀ une contribution gouvernementale au Régime des rentes du Québec, pour les femmes, afin de reconnaître leur travail auprès de leurs enfants.

## *3: Éliminons la discrimination envers toutes les femmes*

### **Nous demandons :**

- ♀ l'élimination de la discrimination à l'égard des lesbiennes dans les lois, règlements, politiques et services;
- ♀ l'application par le gouvernement de moyens concrets favorisant un réel accès des femmes des communautés ethniques et culturelles, des minorités visibles, des femmes autochtones et des femmes handicapées au marché du travail;
- ♀ l'élimination de la discrimination et de la violence à l'égard des travailleuses du sexe, notamment dans leurs rapports aux services sociaux, judiciaires, policiers et de santé.



#### 4: *Établissons des lois pour le respect des droits des femmes*

**Nous demandons :**

- ♀ l'adoption d'une loi-cadre visant l'élimination de la pauvreté;
- ♀ un amendement aux normes du travail afin d'accorder les mêmes droits et conditions à toute personne salariée, quel que soit son statut d'emploi (temps plein, temps partiel, occasionnel, sur appel, etc.);
- ♀ la protection des gardiennes et des aides familiales (« domestiques » dans la loi) par toutes les lois du travail et l'enregistrement obligatoire de l'employeur;
- ♀ la révision de l'ensemble des lois ayant trait à la violence faite aux femmes et de la mise en application de ces lois afin d'assurer aux femmes le respect de leur droit à l'égalité, la sécurité, la dignité et la protection de leur vie privée;
- ♀ la réduction du temps de parrainage de 10 à 3 ans pour toutes les femmes immigrantes, sans aucune augmentation des exigences imposées au parrain.

#### **Les résultats obtenus**

Il y a eu peu d'avancées concrètes pour les femmes et une profonde déception devant le peu d'effets de notre mobilisation sur le gouvernement. Cependant, retenons la réduction du temps de parrainage de 10 à 3 ans pour toutes les femmes immigrantes, sans aucune augmentation des exigences imposées au parrain. La création de la loi sur l'équité salariale et la reconnaissance de l'économie sociale.

Dans l'ensemble, c'est un plus pour le mouvement des femmes : un vaste travail d'information et d'éducation populaire sur les revendications a été réalisé et la population a été rejointe de façon importante; des groupes nouveaux se sont joints au mouvement, etc. Bref, c'est un ralliement et un renforcement du mouvement des femmes au Québec; mouvement qui s'est ouvert aux luttes portées par les femmes d'ailleurs, à la mondialisation des Amériques (particulièrement en lien avec le Sommet des peuples de 2001).

Le mouvement des femmes est à l'avant-garde pour « mondialiser la solidarité »!



# 2005

La Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF) s'active à mettre en application les décisions prises à la rencontre internationale de la MMF en Inde en 2003. Il s'agit de contribuer à l'élaboration d'un projet de Charte mondiale des femmes pour l'humanité, par l'organisation de consultations sur son contenu. La Charte a été adoptée au Rwanda en 2004. Et aussi, les actions à organiser vont s'inscrire dans le cadre d'un relais mondial de la Charte et de l'assemblage progressif d'une courtepointe de la solidarité.

La Charte est arrivée au port de Québec le 7 mai 2005 accueillie par 15 000 personnes où une grande chaîne de près de 2000 femmes l'a portée jusqu'aux portes du Parlement.

## Les revendications

Cinq revendications reliées aux cinq valeurs de la Charte sont mises en œuvre:

- ♀ **Égalité** : Nous réclamons du gouvernement du Québec qu'il poursuive son engagement en faveur de l'élimination de la discrimination sur la base du sexe. En conséquence, qu'il adopte une politique globale et un plan d'action en matière de condition féminine ; qu'il maintienne des programmes spécifiques pour les femmes ; qu'il maintienne le Conseil du statut de la femme (CSF) et le Secrétariat à la condition féminine (SCF), leur mission distincte et spécifique ainsi qu'un financement adéquat.
- ♀ **Liberté** : Nous réclamons que le gouvernement du Québec négocie une entente avec le gouvernement du Canada afin de protéger les droits des femmes migrantes victimes de trafic et d'empêcher toute expulsion ou déportation de celles-ci.
- ♀ **Solidarité** : Nous réclamons la couverture des besoins essentiels des personnes dont les revenus proviennent de la Sécurité du revenu et du Régime des prêts et bourses.



**Justice** : Nous réclamons que la Loi sur les normes du travail interdise les disparités de traitement fondées sur le statut d'emploi, afin de garantir aux personnes occupant un emploi atypique les mêmes conditions de travail (incluant le salaire et les avantages sociaux) que celles accordées aux autres personnes salariées qui effectuent un travail équivalent dans une même entreprise.

Dans cette perspective, nous réclamons également la reconnaissance du statut de salarié pour les personnes qui reçoivent des prestations de la sécurité du revenu, qui participent à des mesures d'intégration au travail et qui effectuent une vraie prestation de travail.

**Paix** : Nous réclamons du gouvernement québécois la mise en œuvre d'une grande campagne de sensibilisation et d'éducation sur dix ans, évaluée minimalement à 25 millions de dollars, soit 2,5 millions par année, visant le grand public, notamment par le recours aux médias, afin que toutes et tous soient responsabilisé-e-s et deviennent conscient-e-s du caractère criminel et intolérable des comportements violents à l'égard des femmes, que cette campagne soit réalisée avec les groupes féministes qui luttent contre les violences envers les femmes.

## Les résultats obtenus

Les grands constats :

- ♀ Vaste mobilisation et l'appui d'envergure à l'égard de nos revendications;
- ♀ Beaucoup d'éducation populaire, de lobby auprès des responsables gouvernementaux;
- ♀ Campagne contre la violence conjugale avec un budget échelonné sur trois ans
- ♀ Mise en place d'un comité sur les pratiques des agences de placement temporaire;
- ♀ Engagement à adopter une politique gouvernementale et d'un plan d'action pour l'atteinte de l'égalité;
- ♀ Mise en place d'un comité interministériel pour les femmes migrantes victimes de trafic.

Nous constatons, cependant, que nous sommes confrontées à un déficit démocratique et à un manque de volonté du gouvernement de lutter contre la pauvreté



# 2010

La CQMMF organise le suivi des revendications de 2005 avec de nombreuses initiatives et actions (pétitions, actions symboliques, campagne « Sortir de la pauvreté : un choix de société! », etc.) entre 2005 et 2010. De son côté, la Marche mondiale des femmes adopte un nouveau plan stratégique couvrant 2006 à 2010 autour de quatre axes principaux.

## Les revendications

La CQMMF se base sur ces axes pour faire ressortir les revendications de son action de 2010:

### *Travail des femmes : autonomie économique des femmes*

- ♀ Nous revendiquons : l'accès à un travail décent par la hausse substantielle du salaire minimum et des conditions de vie décentes pour toutes les personnes à l'aide sociale

### *Bien commun et accès aux ressources*

- ♀ Nous revendiquons la fin de la privatisation des services publics et du bien commun – santé, éducation, eau, énergie éolienne – et nous nous opposons à toute augmentation des tarifs de ces services.

### *La violence envers les femmes*

Au gouvernement provincial

- ♀ Nous revendiquons que le gouvernement du Québec mette en place des mesures concrètes pour prévenir et lutter contre les violences envers les femmes, notamment l'hypersexualisation et la marchandisation du corps des femmes, en commençant par légiférer en matière de pratique publicitaire;
- ♀ mettre en place des cours spécifiques d'éducation à la sexualité dans une perspective de rapports égalitaires, non sexistes et non hétérosexiste.

Au gouvernement fédéral

- ♀ Nous revendiquons que le gouvernement du Canada garantisse le droit inaliénable des femmes de décider d'avoir ou non des enfants, ce qui implique le maintien et la consolidation des services d'avortement gratuits offerts par les réseaux publics et communautaires et le développement de nouveaux services publics dans les zones peu desservies.



### *Paix et la démilitarisation :*

- ♀ Nous revendiquons que le gouvernement du Canada retire immédiatement ses troupes de l'Afghanistan.
- ♀ Nous revendiquons que le gouvernement du québécois interdise le recrutement militaire dans tous les établissements d'enseignement du Québec.

### *Revendication spécifique en solidarité avec les femmes autochtones*

- ♀ Que le Canada signe la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et mette en œuvre les droits qui y sont contenus avec une attention particulière sur les droits des femmes et des enfants autochtones.

### **Résultats obtenus**

Plusieurs conclusions sont les mêmes que les années précédentes :

- ♀ L'éducation populaire qui a été importante;
- ♀ Le lobby politique déployé a été intense;
- ♀ Les décideurs politiques n'ont pas d'écoute;
- ♀ L'organisation des actions par les Tables régionales et certaines coalitions régionales ressort de façon très positive, de même que l'amélioration des liens avec les femmes autochtones, et ce, dans plusieurs régions.
- ♀ L'adoption de modifications à la Loi sur la santé et la sécurité du travail pour inclure la couverture obligatoire des aides familiales par leurs employeurs au régime d'indemnisation, et ce, sans égard au statut d'immigration ni à la validité du permis de travail.
- ♀ L'adoption de mesures pour reconnaître les compétences acquises à l'étranger par les personnes immigrantes et le respect des programmes d'accès à l'égalité (PAE) qui ont pour objectif d'éliminer la discrimination systémique dont sont de façon générale victimes certains groupes sur le marché du travail (femmes, minorités visibles et culturelles, autochtones et personnes handicapées).
- ♀ L'arrêt immédiat de toute facturation de produits et services médicaux relative aux diagnostics, aux examens, aux soins et aux traitements dans les cabinets de médecins et dans les établissements de santé qu'ils soient publics ou privés, et ce, pour toutes et tous, y compris pour les personnes nouvelles immigrées et migrantes.



# 2015

C'est sous le thème « Libérons nos corps, la Terre et nos territoires » que la 4e Marche s'est tenue en 2015. Audacieuse par son thème l'année 2015 apporte une nouveauté avec sa « Caravane féministe » ainsi les 4 porte-paroles ont sillonné le Québec afin de rencontrer les femmes et la population en générale et parler des différents enjeux tels que l'exploitation du travail des femmes d'ici et d'ailleurs dans le monde, les changements climatiques, les coupes dans les services publics et les programmes sociaux, la disparition et l'assassinat des femmes autochtones, le rôle des minières canadiennes dans le monde et leurs impacts sur la santé, le bien-être et la sécurité des femmes...

Portée par le succès de 2010 à Rimouski, la Marche s'est déplacée à Trois-Rivières le 17 octobre où plus de 10 000 personnes se sont réunies pour revendiquer la libération des corps de la Terre et de nos territoires.

## Les revendications

Un autre nouveauté, aucune revendication spécifique n'ont été adoptée. Les membres de la CQMMF désiraient porter les efforts vers l'éducation populaire et l'information.

## Les résultats obtenus

- ♀ Les liens et l'appui aux luttes portées par les femmes autochtones ont été renforcés et consolidés dans plusieurs régions.
- ♀ La page Facebook a été utile pour partager l'information.  
La journée de clôture des activités, le 17 octobre, à Trois-Rivières fut un succès et a été très appréciée
- ♀ À souligner le grand travail de mobilisation des coalitions et tables régionales de groupes de femmes.
- ♀ Le fait d'avoir nommé quatre portes-paroles différentes (dont la présidente de FAQ) a permis de livrer des messages avec des couleurs différentes tout en respectant les orientations retenues par la CQMMF.



